

Drame humanitaire au Soudan

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Le Soudan est un immense pays de 45 millions d'habitants où l'on parle 200 langues et moult dialectes. Occupé par les Ottomans en 1821 puis par les Britanniques en 1881, il devint condominium anglo-égyptien en 1889 avant d'acquiescer son indépendance en 1956. Durant la période coloniale, ce fut le Nord du pays qui bénéficia du développement industriel, l'industrie du coton notamment. Les disparités économiques, ethniques et religieuses n'ont pas contribué à unifier le pays. Les coups d'État perpétrés par des militaires (Ibrahim Abboud en 1958, Gaafar Muhammad Nimeiri en 1969, Souwar ad-Dahab en 1985, Omar al-Bechir en 1989) n'ont pas réussi à stabiliser ce pays, bien au contraire.

Le printemps soudanais désenchanté

Bien qu'il n'ait obtenu que 10% des suffrages, l'officier de l'armée Omar al-Bechir prend le pouvoir en 1989 et dirige le pays en dictateur pendant 30 ans, imposant l'autoritarisme islamique de la Charia. Il donne son soutien à des extrémistes islamistes d'Al-Qaïda auxquels il fournit passeports et protection diplomatique et entretient des relations étroites avec la République islamique d'Iran.

En 1983, la guerre oppose les troupes gouvernementales soudanaises à l'armée populaire de libération du Soudan du Sud, pays chrétien et animiste. Après une longue guerre civile, le Sud du Soudan devient autonome en 1987, puis indépendant en 2011, mais cette guerre entre les milices gouvernementales soudanaises et le sud Soudan y a causé plus de deux millions de morts. Toutefois, l'instabilité y règne depuis 2014.

Bechir a de nouveau fait appel à des milices arabes et a lancé une guerre contre les populations non arabes du Darfour dans l'Ouest du pays. Sous son égide, les milices islamiques ont causé la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes au Darfour et le déplacement de plus de deux millions d'autres.

Bechir avait mis en charge deux militaires : le général Abdel Fattah al-Bourhane agissant principalement dans le Sud et Mohamed Hamdan Dagalo alias Hemeti au Darfour. En 2018, ces deux militaires s'accordent pour mettre fin au régime de Bechir et collaborer avec une administration civile pro démocratique et pro laïque. Cet événement libérateur a été perçu comme étant salutaire pour le Soudan et applaudi par les pays démocratiques. L'année suivante, les deux chefs militaires placent Bechir en résidence surveillée et l'année d'après, ils orchestrent un coup d'État et prennent le pouvoir en vue d'instaurer une société civile.

Mais la discorde ne tarde pas à se manifester entre eux. Le chef d'état-major Bourhane exige que les forces paramilitaires Janjaweed de Hemeti (les Forces de soutien rapide) s'intègrent à l'armée soudanaise dans les deux ans alors que Hemeti insiste pour que cette intégration se fasse sur 10 ans.

Le 15 avril 2023, la guerre éclate entre les deux factions. Les fausses informations fusent des deux côtés et les trêves proposées par les États-Unis ne sont pas toujours respectées ; des centaines de personnes ont perdu la vie et des milliers d'autres ont été blessées. Près de 100 000 personnes sont déplacées, certaines à l'extérieur du pays : au Tchad, en République centrafricaine et en Arabie.

Richesses soudanaises et ingérences étrangères

Mis à part l'ambition des deux militaires Bourhane et Hemeti, deux autres facteurs aggravent la situation : la richesse du Soudan et les ingérences étrangères.

Les troupes de Hemeti connues pour leur indiscipline contrôlent des régions aurifères et sont mieux payées. L'or est exporté en Russie et aux Émirats arabes unis (Hemeti avait dépêché des militaires pour combattre aux côtés des Émirats arabes unis au Yémen). Présents depuis 2017-2018, les mercenaires Wagner sont impliqués dans la prospection de l'or et de l'uranium et fournissent des armes à Hemeti via la Libye de l'Est.

La Russie souhaite également construire une base militaire à Port Soudan en mer Rouge.

La Chine s'intéresse de près au Sud du Soudan riche en or noir.

L'Arabie et l'Égypte appuient le général Bourhane ; l'Arabie soutient les mouvances islamistes et l'Égypte arme et entraîne les Forces armées soudanaises de Bourhane. Hemeti s'appuie sur des populations rurales et notamment celles de la région limitrophe du Tchad.

Les espoirs portés par les printemps arabes ont partout déçu. En 2018, le printemps soudanais a laissé espérer un avenir meilleur. En 2020, le Soudan n'est plus considéré comme entité terroriste par les États-Unis. La normalisation des relations entre le Soudan et Israël, dont les négociations bilatérales ont abouti à un accord entre les deux États a laissé également espérer un avenir meilleur.

L'ONU désespère quant à la possibilité de remédier au drame humanitaire sans précédent qui sévit au Soudan depuis près d'un demi-siècle.

Les deux chefs militaires en guerre conduisent leur pays au désastre.